

**SECRETARIAT / SECRÉTARIAT**

SECRETARIAT OF THE COMMITTEE OF MINISTERS  
SECRÉTARIAT DU COMITÉ DES MINISTRES

COMMITTEE  
OF MINISTERS  
COMITÉ  
DES MINISTRES



Contact: Ireneusz Kondak  
Tel: 03.90.21.59.86

Date: 08/10/2024

**DH-DD(2024)1123**

Documents distributed at the request of a Representative shall be under the sole responsibility of the said Representative, without prejudice to the legal or political position of the Committee of Ministers.

Meeting: 1514<sup>th</sup> meeting (December 2024) (DH)

Item reference: Action Report (04/10/2024)

Communication from Switzerland concerning the case of Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v. Switzerland (Application No. 53600/20) **(French only)**

\*\*\*\*\*

Les documents distribués à la demande d'un/e Représentant/e le sont sous la seule responsabilité dudit/de ladite Représentant/e, sans préjuger de la position juridique ou politique du Comité des Ministres.

Réunion : 1514<sup>e</sup> réunion (décembre 2024) (DH)

Référence du point : Bilan d'action (04/10/2024)

Communication de la Suisse concernant l'affaire Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse (requête n° 53600/20)

---









## 53600/20 - rapport du Gouvernement suisse

### 5.2.1 Définir des objectifs et mettre en œuvre des mesures

#### 5.2.1.1 Loi et ordonnance sur le CO<sub>2</sub>

La Cour a rendu son arrêt sur la base du droit en vigueur en Suisse au 14 février 2024. Elle n'a donc considéré ni la révision du 15 mars 2024 de la loi sur le CO<sub>2</sub> pour la période postérieure à 2024 (RO 2024 376)<sup>12</sup> ni la loi fédérale du 29 septembre 2023 relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables<sup>13</sup>.

Or cette dernière est un jalon essentiel en vue d'atteindre la neutralité climatique, car elle crée les bases qui permettront d'augmenter rapidement la production d'électricité indigène issue d'énergies renouvelables (eau, soleil, vent et biomasse, p. ex.). Cette loi prévoit aussi bien des instruments d'encouragement que de nouvelles dispositions concernant la production, le transport, le stockage ainsi que la consommation d'électricité et introduit une réserve hydroélectrique obligatoire. Elle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Dans le cadre de la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>, le Parlement a fixé des objectifs et des mesures de politique climatique jusqu'en 2030. La Suisse entend réduire d'ici là ses émissions de gaz à effet de serre de moitié par rapport à leur niveau de 1990. Si elle a soumis cet objectif en 2017 déjà au niveau international, c'est avec cette révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> qu'elle l'inscrit dans le droit national. Il était déjà prévu de le faire avec la révision totale de la loi sur le CO<sub>2</sub> ; or le peuple a refusé cette révision en juin 2021. S'agissant du projet de révision du 15 mars 2024, adopté par le Parlement, le délai référendaire n'a pas été utilisé. La loi sur le CO<sub>2</sub> révisée entrera donc en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

La loi sur le CO<sub>2</sub> révisée définit les mesures nécessaires pour réduire de moitié, d'ici 2030, les émissions de gaz à effet de serre. Elle mise davantage sur des mesures d'encouragement que le projet refusé lors de la votation populaire de juin 2021. Ainsi, elle prévoit d'utiliser les recettes issues de la mise aux enchères des droits d'émission pour les installations soumises au système d'échange de quotas d'émission (SEQE) afin de soutenir l'adaptation aux changements climatiques et les mesures de décarbonation prises dans le secteur de l'industrie (art. 37b). De même, elle affecte les recettes issues de la mise aux enchères des droits d'émission pour les avions aux mesures visant à encourager les trains de nuit et la production de carburants synthétiques renouvelables (art. 37a). S'agissant des transports publics, la Confédération pourra contribuer, en vertu de l'art. 41a, au passage à des bus et des bateaux à propulsion électrique. Pour financer les mesures d'encouragement, la loi sur le CO<sub>2</sub> révisée prévoit une enveloppe de 587 à 592 millions de francs par an.

En outre, la loi sur le CO<sub>2</sub> révisée poursuit et développe de manière ciblée les mesures existantes. Par exemple, elle renforce le SEQE en fonction des durcissements opérés au sein de l'UE. Il en va de même pour les prescriptions concernant les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules neufs, qui s'alignent sur celles, devenues plus strictes, de l'UE. La taxe sur le CO<sub>2</sub> est maintenue à 120 francs par tonne de CO<sub>2</sub>. En plus des mesures prises sur son territoire, la Suisse aimerait également utiliser les réductions d'émissions réalisées à l'étranger, ce que permet l'Accord de Paris (accord sur le climat) via l'obligation de compensation à laquelle sont déjà soumis les importateurs de carburants. Cette obligation de compenser doit permettre de mener, d'ici 2030, des projets non seulement en Suisse, mais aussi à l'étranger. Les mesures

<sup>12</sup> Cf. [RO 2024 376 - Loi fédérale sur la réduction des ... | Fedlex \(admin.ch\)](#)

<sup>13</sup> Cf. [FF 2023 2301 - Loi fédérale relative à un appro... | Fedlex \(admin.ch\)](#)















